

Humanitaires devenus cibles

TCHAD Une polémique enfle autour de la sécurité des membres des ONG.

Une polémique sur la protection des humanitaires par les autorités a resurgi au lendemain du rapt d'un humanitaire français du CICR dans l'est du Tchad, alors que des observateurs craignent une multiplication des enlèvements dans ce secteur.

L'enlèvement lundi dans le village de Kaw d'un agronome de la Croix-Rouge est survenu moins de trois mois après le rapt, également dans l'est, d'un travailleur grec de l'ONG Médecins sans frontières, libéré depuis. «Les humanitaires du CICR et de MSF nous causent trop de problèmes. Ils refusent d'être escortés», a affirmé le général Oki Daggache, de la Coordination nationale d'appui à la force internationale à l'est du Tchad (Conafit). «Plus grave, ils n'informent jamais les autorités locales de leurs déplacements sur le terrain et donc ils deviennent très difficiles à gérer.»

De source proche des autorités tchadiennes, N'Djamena envisage d'expulser les ONG et organismes refusant les escortes dans cette région qui abrite des dizaines de camps de réfugiés venus du Darfour (ouest du Soudan) et de la Centrafrique ainsi que des déplacés tchadiens. Globalement, on estime à 450 000 personnes le nombre de réfugiés et déplacés y résidant. L'est du Tchad est en proie aux bandits et «coupeurs de route» et les ONG ont souvent dénoncé leurs conditions précaires de sécurité. En mars, Oxfam estimait qu'il y avait «25 attaques d'ONG» tous les mois dans l'Est malgré la présence de la force européenne Eufor, relayée depuis par la Mission des Nations unies en RCA et au Tchad (Minurcat).

Des «malfrats» venus du Darfour?

«On leur dit que c'est dangereux. On leur dit de ne pas y aller. Et après ils y vont et il arrive ce qu'il arrive», affirme, sous couvert de l'anonymat, un Occidental travaillant dans la sécurité. «Nous ne pouvons accepter des escortes armées si nous voulons rester neutres», rétorque Anna Schaaf, porte-parole du CICR. «Nous travaillons ainsi dans le monde entier.» Toutefois, la porte-parole a



Photo : afp

En mars, Oxfam estimait qu'il y avait «25 attaques d'ONG» tous les mois dans l'Est malgré la présence de la force européenne Eufor.

souligné que CICR informait toutes les parties prenantes du conflit de ses déplacements. La politique de MSF est similaire.

Des bandes armées (des «malfrats» selon l'expression de N'Djamena) échappent au contrôle des autorités mais aussi des rebelles darfouris comme tchadiens qui af-

firmement mettre un point d'honneur à laisser travailler les humanitaires. Au Darfour, de l'autre côté d'une frontière poreuse, les enlèvements de personnels humanitaires sont devenus fréquents. Or entre le Tchad et le Soudan, «on passe la frontière comme on veut. Il y a des modus operandi similaires»,

constate une source diplomatique, en soulignant que ces enlèvements surviennent «dans un contexte général inquiétant» au niveau sécuritaire. De source soudanaise, on craint que certains ravisseurs vendent leurs otages à des groupes politiques ou religieux comme cela s'est déjà fait en Irak ou au Mali.

Les quatre coups d'Obama

ÉTATS-UNIS Le président américain, Barack Obama, est entré hier dans une phase cruciale avant de décider d'envoyer ou pas des dizaines de milliers de soldats supplémentaires en Afghanistan. Il examine, pour la première fois, quatre options précises avec son conseil de guerre. Selon le *New York Times*, l'une envisage 40 000 soldats en plus des 68 000 déjà déployés. Une autre en préconise 30 000 supplémentaires, une autre entre 20 et 25 000. Une quatrième, non chiffrée, aurait vu le jour récemment.

CISJORDANIE

Abbas à la tribune

Le président palestinien Mahmoud Abbas a de nouveau exigé hier un arrêt total de la colonisation israélienne comme préalable à toute reprise des négociations avec Israël. Il s'est exprimé devant des dizaines de milliers de partisans rassemblés à l'occasion du 5^e anniversaire de la mort du leader historique Yasser Arafat.

IRAN

Reiss sans condition

Téhéran a averti hier la France qu'il n'accepterait aucune condition à la comparution devant la justice de la Française Clotilde Reiss. Au début du mois, la France avait fait savoir à l'Iran que Clotilde Reiss se rendrait aux convocations du tribunal de Téhéran si elle recevait l'assurance écrite que la chercheuse ne serait pas emprisonnée.

CÔTE D'IVOIRE

Élections «déplacées»

La date du 29 novembre officiellement prévue pour l'élection présidentielle ivoirienne sera «un peu déplacée», a annoncé hier le président de la commission électorale indépendante Robert Mambé. Il a évoqué les retards accusés dans la publication de la liste provisoire.

PAROLES DU SUD

La Voix du Paysan creuse son sillon

Chaque mois, SOS FAIM-Action pour le développement relaie le travail de ses partenaires africains qui œuvrent dans les domaines de la microfinance et de la souveraineté alimentaire.



Dans le soutien qu'elle apporte aux organisations paysannes et à l'agriculture familiale, SOS FAIM consacre un appui au «renforcement des capacités» de la société civile.

Alors qu'il fête ses 21 ans d'existence le journal *La Voix du Paysan* a atteint une belle maturité, mais sa parution mensuelle continue de relever d'un parcours de combattant. En 1988, dans un contexte de crise économique marqué par la baisse des cours du cacao et du café, cultures de rente et premières sources de revenus des paysans, l'ONG camerounaise SAILD (Service d'appui aux initiatives locales de développement) entreprend de créer un bulletin de liaison des initiatives locales en faveur du développement. D'abord pris en charge par un groupe de paysans, le journal entend désenclaver le monde paysan en relayant les expériences des uns et des autres. Le journal est alors distribué essentiel-

lement auprès des organisations paysannes.

À partir de 1994, et alors que des journalistes viennent professionnaliser l'équipe, le journal se transforme en tabloïd, outil unique d'information, de formation et de débat sur le monde agropastoral au Cameroun. Il est désormais vendu en kiosque, ce qui demeure une gageure dans un pays dépourvu de système de distribution organisé et où 85 % des pauvres vivent en milieu rural. Alors, on s'arrange, on se regroupe : 39 % des exemplaires achetés sont lus par plus de quatre personnes.

Travailler pour *LVDP* demande une vocation, explique Marie-Pauline Voufo, la rédactrice en chef : «Après plusieurs déboires dans nos rapports avec les imprimeurs, nous nous sommes donnés pour discipline d'être à l'imprimerie du début jusqu'à la fin de l'impression. Nous devons veiller à tout; il est arrivé qu'une imprime-

rie arrête nos travaux pour exécuter ceux d'un autre client, profitant de notre absence. Ce travail oblige le personnel qui doit suivre cette étape à passer une nuit blanche et souvent deux, suivies d'une journée tout aussi laborieuse au cours de laquelle il faut emballer les journaux et les acheminer vers le desk central qui les distribue dans les dix bureaux régionaux.»

Meilleur journal de l'année

Mais la noblesse de la mission est une récompense : outre la vulgarisation des techniques de production agricole, le mensuel se fixe pour objectif la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural. Pour affirmer cette option, le journal publie des informations non seulement sur la production des denrées mais aussi de la transformation, des débouchés et circuits de commercialisation possibles, etc.

En «décortiquant» les filières, l'idée est d'inciter non plus seulement les paysans à produire davantage, mais également les jeunes camerounais dont 30 % sont déclarés en chômage (d'après les chiffres 2008 du ministère de l'Emploi), à s'insérer dans l'agriculture.

En 2008, une vaste enquête menée auprès du public a prouvé que ce n'était pas en vain!

Exploitant agricole au Sud du pays, Ernest Lombo explique : «C'est en lisant ce journal que j'ai appris comment rentrer au village. À ce jour, je mène sereinement mes petits projets agricoles dans mon village où j'essaie de trouver mon compte.»

Avant lui, Apollinaire Endamena avait déjà fait fructifier son achat : «Pendant les années de crise en 1994, j'ai aperçu un titre à la une d'un journal : "Le Porc rapporte gros." Ça a attiré mon attention. J'ai acheté ce journal. C'était *La Voix du Paysan*. Grâce à ses

conseils, je suis devenu éleveur de porcs.»

En plus de la vulgarisation, le journal assume un rôle d'interpellation des élus dans le but de créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat agricole.

En 2004, *La Voix du Paysan* avait ainsi relayé une campagne contre l'invasion des poulets congelés en provenance d'Europe qui mettait en péril la filière avicole locale. Cette mobilisation a débouché sur la taxation des ces importations, permettant aux éleveurs locaux de reprendre leur souffle. Pour Bernard Njonga, son directeur de publication et fondateur, *LVDP* s'inscrit dans la droite ligne de son combat contre la corruption. Ce n'est donc pas un hasard si le tabloïd tiré à 7 500 exemplaires a été élu plusieurs fois meilleur journal de l'année au Cameroun.

Marine Lefebvre
www.sosfaim.lu